



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 300 - 20 novembre 2015

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Manifestation du 21 novembre - Communiqué CNDF - Page 2
- 2 - La société civile, unie, solidaire et toujours mobilisée pour le climat - Coalition COP21 - Page 4
- 3 - La COP21 et la MMF - Page 3
- 4 - Afghanistan : une femme lapidée à mort par des talibans pour adultère - AFP - Page 3
- 6 - Déclaration suite à la vague d'attentats commis à Paris le 13 novembre 2015 - Réseau Féministe Ruptures - Page 5
- 7 - Paris et la France entière sont en deuil - Ligue du Droit international des Femmes - Page 5
- 8 - Attentats de Paris et de Saint-Denis : que dire ? - Osez le Féminisme ! - Page 6
- 9 - Paris, 13 novembre, 132 morts, des centaines de blessé-es - Collectif Droits des Femmes 13
- 10 - Organisation de Femmes Égalité condamne les attentats - Page 7
- 11 - C'est la guerre - ÉGALES - Page 7
- 12 - L'utilisation des femmes kamikazes - Nathalie Brochard - Page 8
- 13 - « Le théâtre macabre du sacrifice humain » - Chahla Chafiq - l'humanité.fr - Page 9
- 14 - Féministes, nous sommes pour la Justice climatique - Féministes, nous nous mobilisons à l'occasion de la COP21 ! - MMF - Page 10
- 15 - PPL prostitution - Les sénateurs Républicains refusent d'acter l'abrogation du délit de racolage, - Le dernier mot est donné à l'Assemblée nationale ! - Mouvement du Nid - Page 11
- 16 - Femen Lille - Lettre à Monsieur le procureur de la république de Lille - Appel collectif - Page 11
- 17 - Colloque : Le traitement juridique et judiciaire des violences conjugales : entre droit spécial et droit commun - 25 novembre - Page 12
- 18 - Découvrir 2 films autour du thème « Mariage forcé, ma façon de dire non ! » - Fédération nationale GAMS - 25 novembre - Page 12
- 19 - Libérer la parole - 25 - 26 - 27 novembre 2015 - FDFA - Page 13
- 20 - Projection-rencontre sur le thème « Féminismes à l'écran ! » - 25 novembre - Paris - Page 13
- 21 - Journée de rencontres, de débat et de propositions avant la COP21 - Féministes pour la justice climatique - Groupe Genre et Justice Climatique - Paris - 2 novembre - Page 14
- 22 - Colloque : « Lutte contre le dérèglement climatique : les femmes en première ligne » - 1^{er} décembre - Page 15
- 23 - Rencontre/débat sur les mariages forcés - Voix de Femmes et le RAJFIRE - 25 janvier - Paris
- 25 - Les pionnières du sport féminin : de la « Course des midinettes » en 1903 à l'essor du foot féminin dans les années 1970 - Les Dégommeuses - Paris - 27 janvier - Page 15

MOBILISATIONS

1 - Manifestation du 21 novembre - Communiqué CNDP

Nous devons manifester le 21 novembre dans le cadre du 25 novembre journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Après les effroyables attentats de vendredi soir, nous souhaitons néanmoins maintenir cette manifestation. Or, la Préfecture de police conseille aux organisateurs de manifestations, au nom du principe de précaution, d'annuler ou de reporter leurs initiatives et c'est pourquoi, nous ne disposons toujours pas d'autorisation écrite de manifester. Ainsi, nous craignons que les conditions ne soient pas réunies pour assurer le succès de cette manifestation, surtout après l'assaut donné à St Denis.

Dans ce cadre là, à notre grand regret, nous nous voyons contraintes d'annuler la manifestation du 21 novembre 14h30 à République."

2 - La société civile, unie, solidaire et toujours mobilisée pour le climat - Coalition COP21

La Coalition climat 21 et l'ensemble des organisations qui la compose expriment toute sa solidarité auprès des victimes des attentats du 12 janvier à Beyrouth et celles du 13 janvier à Paris, ainsi que leurs familles et leurs proches. Le monde que nous avons toujours défendu n'est pas celui-là. Le monde que nous défendons est celui de la paix, de la justice, de la lutte contre les inégalités et contre les dérèglements climatiques.

Le combat que nous menons pour la justice climatique ne s'arrête pas pour autant. Nous avons le devoir de rester debout et de continuer de nous battre pour une planète juste et vivable pour toutes et tous. Nous continuerons de nous mobiliser pour construire un monde à l'abri des guerres et des atrocités et des ravages de la crise climatique. Nous continuerons de porter les solutions et les alternatives pour lutter contre les dérèglements climatiques. Tout en tenant compte des circonstances exceptionnelles, nous sommes convaincus que la COP 21 ne peut pas se dérouler sans la participation ni sans les mobilisations de la société civile en France. Ainsi, nous mettrons en œuvre tous nos efforts pour que se tienne l'ensemble des mobilisations que nous organisons. En concertation avec les autorités, nous continuerons à chercher à ce que la sécurité de toutes et de tous soit garantie. Nous rappelons que cette mobilisation sera mondiale : des centaines de milliers de personnes se mobiliseront durant les deux semaines de négociations de la COP21 et des représentants des pays du Sud comme des pays du Nord seront présents à Paris. L'ensemble du monde est concerné et nous ne ferons pas l'impasse sur ces enjeux.

Les membres de la Coalition Climat 21 : 350.org, ACF - Action Contre la Faim, Actionaid, AderOC décroissance, Agenda 21 Afrique - A21A, Agir pour l'Environnement, AITEC - Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs, Agrisud, ALDER - Climat Energie, ACIPA, Adéquations, Alofa Tuvalu, Alternatiba, Altertour, Les Amis de la Terre, Les Amis d'Enercoop, les Assises musulmanes de l'Ecologie, Ahtarame, Apiflordev, Association Espace Vision, Artisans du Monde, Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire - AMFPGN, Association des Populations de Montagnes du Monde, Association 4D, ATTAC, Attention Chantier, Avaaz, Bloom, Bizi !, Blue Energy, Bolivia Inti - Sud Soleil, Brahma Kumaris, Campaign Against Climate Change, CARE, CARI, Collectif Mantois et Climat, Connected by Nature, CCFD- Terre Solidaire, CFDT - Confédération Française Démocratique du Travail, CGT, CLER - Réseau pour la transition énergétique, Coalition Eau, Collectif Roosevelt, Coordination Eau Île-de-France, Coordination SUD, Confédération Paysanne, Collectif pour une Transition Citoyenne, Collectif pour les droits des femmes, Chrétiens Unis pour la Terre, CREAQ - Centre Régional d'Eco-énergétique d'Aquitaine, CRID - Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), CIWF France, CliMates, CISPMP, Coeur de Forêt, Collectif Ethique sur l'Etiquette, Comité de Solidarité avec les indiens des Amériques, CSP75, Désobéir, Droit humain France, EEUDF - Eclaireurs et Eclaireuses Unionistes de France, Effet de Serre Toi-Même Association, Emmaüs - France, Eclaireuses et éclaireurs unionistes de France, End Ecocide on Earth, Energie Partagée, Fédération protestante de France, FNE - France Nature Environnement, Fondation Copernic, Forum pour une Nouvelle Gouvernance Mondiale, Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, Fondation Danielle Mitterrand - France Libertés, FSU - Fédération Syndicale Unitaire, France Amérique Latine, Geres, Générations Futures, Green Cross France & Territoires, Greenpeace, Grand Orient de France, HNNE - Haute Normandie Nature Environnement, Humanité et Biodiversité, le Laboratoire de l'Economie sociale et solidaire, L'Heureux Cyclage, Institut Momentum, Jeunes Amis pour la Terre, J'aime le vert, Je vote pour le Climat,

Justice et paix, LGBTI pour le Climat, Ligue des droits de l'Homme, Le mouvement de la Paix, Les Petits Débrouillards, LPO - Ligue pour la protection des Oiseaux, la Marche Mondiale des Femmes, MFRB - Mouvement Français pour un Revenu de Base), Mouvement Utopia, le MRAP - Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, MRES, Max Havelaar France, Nature Rights, Negawatt, The Noise, Oxfam France, Oui à la Transition, Oui Share, Our Voices, Pax Christi, Peuples solidaires, POC21, Plateforme pour le Commerce Equitable, RAC - Réseau Action Climat, REFEDD - Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable, RADSI, Réseau Ecole et Nature, Réseau Féministe Ruptures, Réseau Foi & Justice Afrique - Europe, Réseau GRAPPE, Réseau IPAM, Réseau Sortir du Nucléaire, Réseau Gubbio, Réseau Ecole et Nature, Respaix Conscience Musulmane, Ritimo, Scouts et Guides de France, Secours Catholique Caritas France, Semaine de la Solidarité internationale, Solidarité étudiante, Sciences Citoyennes, Solidarité Asso, SOS Forêt France, Stop Gaz de Schiste ! (Ni ici ni ailleurs), Students for Climate, TACA - Taxe Carbone avec Redistribution, Association Terre et Liberté pour Arauco, Union Syndicales Solidaires, UNEF, VECAM, WARN, WWF, YMCA France, Zéro Waste France

INTERNATIONAL

3 - La COP21 et la MMF

Chères sœurs et amies, Comme beaucoup d'entre vous le savez déjà, la 21^{ème} Conférence des Parties sur le changement climatique (COP21) se tiendra à Paris du 30 novembre au 12 décembre.

Qu'est-ce que cela a à voir avec nous ? Les gouvernements du monde se rencontrent chaque année - sans résultats - et tentent de trouver une solution à la crise climatique que nous vivons actuellement, dont les communautés et les peuples à travers le monde paient les frais...

De plus, les grandes entreprises transnationales, qui sont pour une large partie les responsables de cette crise, ont garanti que leurs intérêts seront bien représentés, tant dans les négociations que dans l'accord « juridiquement contraignant » auquel cette réunion est censée aboutir.

Pour l'instant, la société civile du monde entier est en train de se préparer pour une rencontre alternative à Paris, durant laquelle nous allons nous faire entendre pour que les chefs du monde comprennent que le mouvement pour l'action climatique est extrêmement divers et irrésistible, et qu'ils doivent écouter les gens et non pas les pollueurs.

En tant que femmes, et en tant que mouvement féministe, nous avons beaucoup à dire à ce sujet. Parce que nous comprenons que la manière dont le système capitaliste exploite la nature et le travail des femmes est liée à et basée sur le même principe : la marchandisation de la vie. Parce nous, les femmes, sommes souvent les victimes principales du changement climatique. Parce que nous croyons dans les solutions alternatives de l'agroécologie et la souveraineté alimentaire, et parce que nous revendiquons le droit de reprendre le contrôle sur nos corps et nos territoires. C'est pourquoi nous vous invitons à contribuer à cette grande mobilisation qui s'organise à l'échelle globale.

4 - Afghanistan : une femme lapidée à mort par des talibans pour adultère - AFP

Une jeune Afghane d'une vingtaine d'années, Sima Rokhsahana, a été lapidée à mort par des talibans et des chefs de guerre, pour avoir voulu s'enfuir avec son amant, selon les autorités.

Une mise à mort filmée : La lapidation, qui a été filmée, s'est déroulée "il y a environ une semaine" dans une zone désertique de la province de Ghor, aux mains des talibans, a déclaré la gouverneure Joyenda. Sur la vidéo d'une durée de 30 secondes, la jeune femme prénommée Rokhsahana se tient debout dans un trou creusé dans le sol, d'où seule sa tête dépasse. Un homme vêtu de noir ramasse une pierre et la lui lance à bout portant, puis trois de ses compagnons l'imitent.

L'un des hommes invite les autres à réciter la chahada, la profession de foi musulmane. Abdul Hai Katebi, porte-parole de la gouverneure, a confirmé l'authenticité de la vidéo qui circule sur les réseaux sociaux et a été diffusée à la télévision. "Elle a été lapidée à mort par des talibans, des dignitaires religieux et des chefs de guerre irresponsables", a réagi Mme Joyenda, l'une des deux seules femmes gouverneures des 34 provinces afghanes.

Selon elle, Rokhsahana avait "entre 19 et 21 ans" et "a été mariée à un homme contre son gré. Elle

s'est enfuie avec un autre homme de son âge". La responsable provinciale a condamné le meurtre et appelé le gouvernement central de Kaboul à "nettoyer" cette zone sous contrôle des insurgés talibans. "C'est le premier incident de ce type dans cette région et ça ne sera pas le dernier. Les femmes rencontrent des difficultés dans tout le pays et particulièrement à Ghor", une province très pauvre, a encore expliqué Sima Joyenda. Le chef de la police provinciale, Moustafa Mohseni, a confirmé qu'il s'agissait de la première lapidation survenue dans la région "cette année".

Une pratique courante sous le règne des Talibans : La lapidation est un châtement prévu dans la loi islamique pour les hommes ou femmes mariés reconnus coupables d'avoir eu un rapport sexuel hors mariage. Cette peine est cependant très rarement appliquée dans les pays musulmans, mais elle était relativement courante à l'époque où les talibans dirigeaient l'Afghanistan (1996-2001). Les talibans, tenants d'une interprétation ultra-rigoureuse de la charia, la loi islamique, étaient régulièrement épinglés par la communauté internationale pour le traitement réservé aux femmes lorsqu'ils étaient au pouvoir.

TEXTES

5 - Nous voulons vivre libres - Femmes Solidaires

En ces jours de deuil national, l'association Femmes solidaires tient à s'exprimer en ces moments difficiles pour notre pays. Nos premières pensées vont aux 129 personnes qui ont perdu la vie vendredi soir et à leurs familles, leurs proches. Notre soutien va également au 352 blessé-es.

La plupart des victimes sont jeunes et elles ont été frappées alors qu'elles vivaient pleinement leur vie dans des cafés, entre ami-es, dans une salle de concert ou encore près de notre emblématique Stade de France. Ces terroristes ont frappé la France au cœur, dans sa capitale et dans ce qu'elle a de plus cher, son goût de la liberté, de la vie, de la solidarité et de l'amitié dans un quartier qui reste un bel exemple de mixité sociale et culturelle.

Bien sûr, nous ne devons pas céder à la peur mortifère qu'attendent ces terroristes à l'idéologie basée sur le fondamentalisme religieux. Ils véhiculent un projet de société contraire aux principes inspirant notre République. Nous devons nous mobiliser pour nous soutenir les un-es les autres et surtout, pour que notre société ne cède pas à la haine de l'autre, à l'exclusion de certains de nos citoyen-nes en raison de leur origines, de leur religion. Dans ce travail difficile qui est devant nous, les femmes joueront un rôle très important. Dans tous les quartiers où elles participent activement à la vie de la Cité, dans la manière dont elles aborderont l'avenir avec leurs enfants, piliers de la majorité des familles monoparentales, dans l'énergie qu'elles déploient pour tisser du lien social dans les activités auxquelles elles participent. Femmes solidaires, association féministe, présente sur tout le territoire français, les soutiendra dans cette tâche et se fixe l'objectif d'être à l'initiative de nombreuses rencontres dans ce sens dans toute la France.

Depuis des décennies, Femmes solidaires a misé sur l'éducation populaire comme vecteur d'émancipation pour les femmes et toute la société. Nous continuerons d'intervenir dans les lycées, les centres sociaux pour aider la jeunesse à faire le choix de la vie et de la solidarité face au travail d'embrigadement des groupes communautaristes et intégristes qui sévissent dans les quartiers populaires.

Nous sommes plus que jamais déterminées également à combattre le Front national et l'extrême droite française qui se servent déjà des attentats pour monter les citoyen-nes de notre pays les uns contre les autres. Notre position est sans équivoque : ni les extrémismes religieux, ni l'extrême droite : nous voulons vivre libres. Nous appelons notamment à un front républicain pour combattre ces idéologies de la peur. Mais nous attendons des pouvoirs politiques d'être moins complaisants envers ceux qui distillent un discours de haine dans certains quartiers, leurs associations, leurs lieux de culte ou sur les marchés des villes en instrumentalisant la religion. Ils remettent en cause

le socle républicain sans jamais en être inquiétés, cela doit cesser.

Ne restons pas seules avec nos peurs, nos doutes, notre tristesse, rencontrons-nous ! Femmes solidaires est aux côtés des femmes et des hommes de notre pays qui continuent de défendre une société fondée sur l'égalité, la mixité, la laïcité et la liberté.

6 - Déclaration suite à la vague d'attentats commis à Paris le 13 novembre 2015 - Réseau Féministe Ruptures

A ce jour, au moins 126 morts, 250 blessés dont plus de 90 dans un état grave. Nous exprimons notre profonde indignation face à ces actes barbares. Nous assurons les familles des victimes de notre indéfectible solidarité.

L'Humanité victime de la barbarie : Notre humanité est de nouveau attaquée. La barbarie des terroristes est aveugle, sans limite et peut encore frapper. Leur cible est devenue globale. Notre attitude doit être à la hauteur, notre réponse, notre riposte forte et digne. Nous devons rester uni-es et solidaires autour des valeurs de notre démocratie avec toutes celles et tous ceux qui les partagent et qui les défendent.

Solidarité et confiance plutôt que replis sur soi et méfiance. Ne cédon pas à la facilité de nous méfier de tout ce qui nous est étranger. Reprenons la marche des peuples libres, debout pour celles et ceux qui sont tombé-es. Saisissons les mains qui se tendent bien plus nombreuses que la main qui nous frappe. La force de notre détermination à rester uni-e-s doit étouffer les éclats de leurs actes maléfiques. La colère, la tristesse, le désarroi, la sidération doivent faire place à la détermination solidaire de garder la tête haute. Acceptons nos divergences pour nous unir massivement contre cette aveugle cruauté.

La crainte aujourd'hui après la compassion pour ces victimes innocentes est que la réaction de sidération face à ces attentats sanglants soit de s'en remettre à un besoin d'état fort, policier et dangereusement protecteur. Cela risque de nous entraîner dans une spirale infernale de renforcements sécuritaires.

Comment envisager les jours à venir ? : Il faut encore plus affirmer notre désir, notre volonté de solidarité, de paix, de fraternité, de liberté, de respect des différentes cultures, en un mot de vivre dans un monde libre et solidaire, basé sur une réelle égalité entre les femmes et les hommes.

Nous ne savons pas encore ce qui sera autorisé ou interdit, mais d'ores et déjà la Préfecture de police a interdit toutes les manifestations de rues à Paris jusqu'à nouvel ordre. La question de la tenue de la COP21 ou en tout cas de ses modalités est donc posée et, pour nous, celle de nos mobilisations. Qu'en sera-t-il des manifestations féministes prévue le 21 novembre à l'occasion de la Journée internationale de lutttes contre les violences faites aux femmes, celle du 29 novembre à l'appel de la Coalition Climat et celles que nous avons prévu de tenir pendant le Village Mondial des Alternatives en décembre ?

Dans le combat restons solidaires et uni-es. Soyons vigilant-es face aux dérives des pensées et des Etats. Ils ont frappé Paris au cœur : résister doit être notre slogan !

7 - Paris et la France entière sont en deuil - Ligue du Droit international des Femmes

Il aura suffi de 8 kamikazes armés de kalachnikovs tuant ou blessant des centaines d'innocents dans des lieux de divertissement de la capitale pour que la planète entière prenne conscience qu'elle était en guerre. Derrière ces 8 kamikazes il y a des stratèges de la destruction pour qui l'être humain - y compris leurs propres hommes de main - n'est que de la chair à canon.

Face à l'horreur et à la barbarie les réactions individuelles sont multiples et touchantes : faire briller une bougie allumée sur sa fenêtre, afficher un carré noir sur son mur de Facebook, déposer un bouquet près des lieux des massacres, inscrire le nom d'une personne disparue sur un billet fixé à une grille, ...

Notre façon féministe de résister est de continuer à défendre les valeurs universelles de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité et de ne jamais transiger dans ce combat sous prétexte de respecter des différences culturelles ou religieuses qui ne sont que les faux-nez de l'oppression.

8 - Attentats de Paris et de Saint-Denis : que dire ? - Osez le Féminisme !

Chères toutes et tous, suite aux attentats perpétrés à Paris et à Saint-Denis, Osez le féminisme ! s'associe au deuil national et exprime ses plus sincères condoléances aux familles des trop nombreuses victimes. Nous envoyons également nos pensées aux blessé-es et à leurs proches. Que dire face à la barbarie ? Que dire face à ce déferlement de violences qui a tué ou blessé grièvement des femmes, des hommes, jeunes, moins jeunes, athé-es ou croyant-es, de toutes origines, mais qui avaient en commun la soif de vivre ? Comment réagir quand la terreur nous a touché en plein cœur ? Comment réagir quand notre insouciance, notre droit à la vie festive sont ciblés ? Nous n'avons pas la réponse, personne ne l'a. Mais nous sommes convaincu-es que c'est en militant pour toujours plus d'égalité entre les femmes et les hommes, entre les individus, pour toujours plus de progrès et de droits pour les femmes, que nous exprimerons notre refus de l'horreur. Il en va de notre résilience à toutes et à tous. Le chemin vers une société plus juste, plus égalitaire, doit se poursuivre. C'est pour cela qu'Osez le féminisme ! exprime son indignation face aux manœuvres de récupération réactionnaire des attentats. Ce n'est pas dans le repli, dans la haine, dans la stigmatisation que nous nous reconstruirons. De Beyrouth à Paris, la solidarité doit primer, elle est garante de notre liberté.

9 - Paris, 13 novembre, 132 morts, des centaines de blessé-es - Collectif Droits des Femmes 13

Nous sommes sans voix face à la violence inouïe et inégalée de ces attentats. L'objectif des terroristes était de frapper en plein cœur d'une capitale une population plutôt jeune, et qui vit dans un relatif sentiment de paix depuis plusieurs décennies. Qui profite de la vie et de la douceur inhabituelle de ce vendredi soir du mois de novembre, en sortant, en dinant avec amis, en allant boire un verre en terrasse, en allant voir un match ou écouter un concert dans cette atmosphère détendue et bon enfant du 10e et du 11e. Un quartier populaire dans lequel tout le monde est susceptible d'habiter ou tout simplement de sortir.

Aujourd'hui, c'est Paris qui est touché. Mais c'est aussi la France toute entière, l'Europe, la Méditerranée et surtout les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, de fraternité et de sororité, de mixité femmes-hommes, de laïcité, de développement culturel et artistique, de tout ce qui fait une démocratie.

Cela veut dire qu'on vit dans un pays, dans lequel les gens peuvent circuler librement, sortir le soir sans limite, aller danser, aller voir une pièce de théâtre ou écouter un concert de métal, boire de l'alcool, dans lequel les amoureux peuvent s'embrasser dans la rue, faire l'amour sans être mariés, se marier sans être vierge, vivre son homosexualité au grand jour, et même se marier avec son partenaire de même sexe

Nous vivons dans un pays dans lequel on peut croire et pratiquer une religion ou non, s'exprimer publiquement sur un blog, créer une association, avoir accès à tout internet

On vit dans un pays dans lequel hommes et femmes se côtoient dans l'espace public, peuvent sortir ou se promener librement ensemble, sans avoir besoin de se cacher ni se signifier par un signe distinctif, dans lequel on peut fréquenter une piscine en famille, se baigner en maillot de bain

Nous vivons dans un pays dans lequel une femme peut sortir seule, porter une mini jupe et/ou s'habiller comme elle veut, dans lequel une femme peut être autonome économiquement, avorter sans l'autorisation de ses parents, ou de son mari, vivre seule, sans avoir de comptes à rendre, avoir un enfant hors mariage, porter plainte si elle est victime de violences physiques ou sexuelles

Notre pays représente toutes ces valeurs de libertés et d'égalités qui révulsent précisément les terroristes intégristes. Nous sommes pour la Paix et nous menons un combat pas contre une religion, ni contre un peuple mais un combat contre les islamo-fascistes.

Notre combat pour les libertés et pour nos droits s'est toujours heurté à l'opposition haineuse de ceux qui voudraient imposer le joug de leur dogme religieux, économique ou politique. Nous l'avons vu pour la conquête de la contraception libre, pour l'autorisation de l'IVG, pour l'égalité hommes/femmes, pour le mariage des homosexuels, pour le choix de sa propre fin de vie. Ces oppositions qui vont jusqu'au meurtre tant le spectacle de nos libertés est insoutenable pour les fanatiques inspirés par Daech.

Nous menons ce combat cette parce que nous n'avons pas d'autre choix. Toutes nos pensées vont aux victimes et à leurs proches. Mais nous ne renoncerons pas à notre mode de vie. Nous continuerons d'affirmer nos valeurs de liberté, d'égalité et de laïcité

Aujourd'hui. Nous sommes Paris, nous sommes l'Europe, nous sommes la Méditerranée,

Nous n'avons pas peur, nous sommes libres et pour toujours.

10 - Organisation de Femmes Egalité condamne les attentats

Notre Organisation de Femmes Egalité condamne fermement les attentats terroristes qui se sont produits hier soir dans Paris et à Saint Denis, faisant des très nombreux morts et blessés. Nous nous solidarisons pleinement avec les victimes, leurs familles, leurs proches

Comment dissocier ces attentats de ce qui se passe au Moyen Orient, en Afrique ? Comment faire abstraction de la politique dans laquelle la France s'est embourbée avec des interventions militaires et des bombardements, notamment en Syrie ?

Ces attentats sont une riposte réactionnaire et ignoble à une politique de guerre qui fait, elle aussi, des milliers de morts civils. En France, ce sont des hommes et des femmes du peuple, des jeunes qui ont été assassinés. Au Moyen Orient ce sont aussi les peuples qui sont massacrés, les femmes et les enfants en paient un lourd tribut.

Les bombardements ne viennent pas à bout des terroristes. Après l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie est à son tour bombardée et détruite et les terroristes ne faiblissent pas, leur influence progresse. C'est la politique de guerre, les populations anéanties, les pays détruits, la misère, qui alimentent le terrorisme. Nous luttons pour une société où les rapports sociaux seront basés sur la justice, le respect, l'égalité des droits, une société sans agression impérialiste, sans terrorisme, une société solidaire des peuples. Plus que jamais, combattons la politique de guerre du gouvernement français. Plus que jamais renforçons l'unité entre les femmes, les hommes, les jeunes de notre peuple. Plus que jamais développons la solidarité internationale avec les peuples agressés.

11 - C'est la guerre - ÉGALES

Une guerre pas comme les autres, une guerre avec un ennemi qui est à la fois à l'extérieur et à l'intérieur, mais une vraie guerre. Nous, laïques, qui luttons pour nos libertés depuis tant d'année, nous mesurons, combien cela demeurerait un combat. Pas parce que nous défendions une « laïcité de combat » comme se plaisent à dire nos détracteurs, mais parce que la conquête des libertés continue de se heurter à l'opposition haineuse de ceux qui voudraient imposer le joug de leur dogme religieux, économique ou politique. Nous l'avons vu pour la conquête de la contraception libre, pour l'autorisation de l'IVG, pour l'égalité hommes/femmes, pour le mariage des homosexuels, pour le choix de sa propre fin de vie.

Ces oppositions qui vont jusqu'au meurtre tant le spectacle de nos libertés est insoutenable pour les fanatiques inspirés par Daech. Nous mènerons cette guerre parce que nous n'avons pas d'autre choix. Nous le ferons au nom de tous ceux que les barbares ont fauchés, comme ça, parce c'était eux qui se trouvaient sur leur chemin. Nous garderons leur présence dans nos cœurs et nous

gagnerons parce que nous y sommes déterminés et unis.

Et nous espérons maintenant retrouver à nos côtés ceux qui jusqu'à maintenant n'ont pas eu l'existence de fanatiques meurtriers qui se revendiquent d'un islam dévoyé, ceux qui nous traitaient de xénophobes ou d'islamophobes. Ou alors ils apporteront la preuve qu'ils ont, eux aussi, basculé dans l'obscurantisme, par dogmatisme politique.

12 - L'utilisation des femmes kamikazes - Nathalie Brochard

Au lendemain des attaques terroristes sur Paris et tandis que les enquêtes se poursuivent, une question a été posée : y avait-il une femme parmi les kamikazes du Bataclan ? C'est ce qu'affirment des spectateurs-trices rescapé-e-s du massacre selon une information d'Europe1. Pour l'heure, l'incertitude demeure quant à l'exactitude de ces témoignages. Mais la participation d'une femme à des attaques suicides constitue une stratégie de communication des organisations terroristes pour qui l'objectif immédiat de l'attentat est la couverture médiatique. En rupture avec le rôle qui lui est assigné (l'éducation des enfants à la maison) et de ses qualités supposées féminines (douceur, innocence, soumission...), la femme kamikaze n'est toutefois en rien l'égal de son pendant masculin.

Le 9 avril 1985, Sana Khyadali, une jeune libanaise de 16 ans, se faisait exploser à bord d'un véhicule piégé près d'un convoi militaire israélien, tuant deux soldats devenant ainsi la première femme à commettre un attentat suicide au Proche-Orient. Depuis, elle a fait des émules à l'instar de la palestinienne Wafa Idris qui a actionné sa ceinture d'explosifs dans l'une des artères principales de Jérusalem, érigée depuis en héroïne du monde arabo-musulman. Selon Fatima Lahnaït, chercheuse à l'Institute for Statecraft à Londres, les actions de ces femmes kamikazes représenteraient 15% des attentats suicides recensés depuis 1985.

Leurs motivations, toujours selon Fatima Lahnaït seraient très variables : raisons personnelles, politiques et religieuses, compensations financières pour les familles, de même que les circonstances dans lesquelles elles se sont portées volontaires ou non. L'implication des très jeunes filles que l'organisation Boko Haram oblige à se faire exploser sur les marchés du Niger n'a rien en effet à voir avec l'engagement nationaliste de Sana Khyadali. Et si des slogans féministes sont proclamés après chaque événement, ces positions émancipatrices s'inscrivent dans une perspective propagandiste à destination de l'étranger.

Car la place des femmes dans les sociétés musulmanes reste très circonscrite explique Fatima Lahnaït. Ne prétend pas au martyr qui veut, surtout pas une femme. Le martyr, shahid, est à mi-chemin entre le héros et le saint. L'universitaire explique qu'« il est celui qui meurt dans la voie de Dieu, au service de la oumma (nation de l'islam, l'ensemble des musulmans), en prenant part à un jihad (guerre sainte), qui témoigne de sa foi par le sacrifice de soi ». Tandis que « le jihad majeur est tourné vers soi », étant avant tout une lutte au sens spirituel, le combat armé ne serait qu'un jihad mineur d'après la chercheuse qui précise que « les organisations terroristes islamistes utilisent la religion pour légitimer et pardonner le suicide qui conduit à la mise à mort d'autrui en arguant des rétributions post-mortem qui attendent le martyr, telles que le pardon de tout péché, l'obtention d'une place au Paradis, l'intercession en faveur de soixante-dix membres de sa famille, l'exemption de châtiments de la tombe, la gratification de soixante-douze vierges ». Et si quelques femmes ont commis des attentats suicides, elles ne sont jamais élevées au rang de martyres. Cette exclusion délibérée qui leur dénie un hypothétique statut social d'égalité avec les hommes n'est que le reflet d'un patriarcat solidement enraciné. Malgré les évolutions dans les sociétés musulmanes et les aspirations des femmes à être indépendantes, les hommes, par leur refus de permettre aux femmes de mettre leur vie en danger, résistent aux changements. La réticence des chefs terroristes à les inclure dans les opérations reste très répandue. Pour Fatima Lahnaït, il s'agit « non de les préserver, mais de les priver du droit à l'individualité à travers un baptême du feu. En effet, la sacralisation de l'individu héroïque lui permet d'émerger, d'apparaître véritablement

dans le domaine public en tant qu'individu ». Disposer de sa vie, de sa mort et de son corps demeure l'apanage des hommes.

Cependant, les qualités présumées des femmes vont servir aux organisations terroristes. Leur innocence supposée va faire d'elles un atout majeur pour contourner les mesures de sécurité, que ce soit au Sri Lanka, en Tchétchénie, en Israël, en Turquie, au Pakistan, en Ouzbékistan ou en Irak. En effet, les femmes suscitent bien moins de suspicion que leurs homologues masculins et sont plus à même de passer les points de contrôle et autres obstacles de sécurité. En outre, elles n'ont pas besoin d'avoir de compétences militaires particulières d'autant qu'une mission-suicide requiert peu d'investissement dans la formation, que ce soit en termes de temps ou d'argent. Pour les organisations terroristes, utiliser des femmes kamikazes constitue une optimisation des ressources humaines et matérielles.

Un autre avantage des terroristes à se servir d'une femme kamikaze est l'exposition médiatique. Véritable outil de propagande, la participation d'une femme à une mission-suicide garantit une couverture mondiale de l'opération par les médias tant la transgression de genre et de rôle reste inconcevable : la femme ne peut être un monstre assassinant à l'aveugle du point de vue des victimes et elle est une exception difficilement imitable du point de vue des terroristes. Tandis que certains chefs religieux n'en finissent pas de débattre sur la légitimité de ces femmes dans les attaques terroristes, d'autres s'interrogent sur le type de récompense auquel elles peuvent prétendre dans l'au-delà. Si là encore, elles ne pourront espérer recevoir la même chose que les hommes, les commentateurs du Coran s'accordent pour affirmer qu'elles y retrouveront... leur mari et que le paradis les rendra belles, heureuses et sans jalousie.

Quoi qu'il en soit, l'action non-violente partagée par les hommes et par les femmes est la seule voie envisageable pour faire valoir ses revendications, les mouvements de libération des femmes n'en conçoivent aucune autre. Les féminismes s'opposent à toute forme de violence et ne sauraient cautionner l'embrigadement de ces femmes au nom d'une aspiration à l'émancipation.

13 - « Le théâtre macabre du sacrifice humain » - Chahla Chafiq - l'humanité.fr

Au soir du 13 novembre, Paris fut la scène « métaphorique » d'une cérémonie sacrificielle au seigneur de la mort. Les explosions et les fusillades orchestrées au Stade de France, dans les cafés et restaurants du Petit Cambodge, du Carillon, de la Belle Équipe, de Casa Nostra retentissaient comme des percussions, accompagnant la symphonie macabre qui se jouait au Bataclan. Le nom des Eagles of Death Metal, sur scène ce soir-là, évoque la mort de manière décalée, promettant au public une expérience musicale vertigineuse. Mais c'est au sens propre que la mort s'empara du Bataclan et des autres lieux, sacrifiant plusieurs dizaines de personnes, des jeunes en majorité. Les assassins étaient jeunes et ils se sont aussi donné la mort. Si on en reste là, cette ambiguïté peut produire une confusion entre bourreaux et victimes. Et ce d'autant plus que l'islamisme est vu par certains comme le drapeau du « peuple musulman » « déshérité » ou « indigné ». Cette logique n'a-t-elle pas contribué à justifier plus ou moins timidement le massacre des journalistes et des dessinateurs de Charlie Hebdo ?

Les attentats du 13 novembre mettent à mal cette grille d'analyse. Les jeunes terroristes tuèrent sans distinction des jeunes anonymes au visage cosmopolite pour venger leurs « frères combattants de Dieu ». Leur acte de mise à mort d'autrui et de soi s'explique par une seule et même logique qui transforme l'humain en instrument de Dieu. Dans le djihadisme, courant islamiste le plus extrême, la présumée volonté divine soumet son serviteur jusqu'au sacrifice volontaire de sa vie et lui donne en même temps un pouvoir absolu dans la vie et sur la vie en lui offrant le paradis et la vie éternelle.

Par le « don » de ce pouvoir et des moyens afférents, l'offre islamiste recrute dans le but d'instaurer un pouvoir politique fondé sur la loi religieuse. L'exaltation des repères identitaires

religieux, ethniques et sexuels (virilité conquérante et féminité à protéger) s'accompagne de la dénonciation des principes d'égalité, de liberté, de droits des femmes et de laïcité en tant que produits occidentaux, sources de vices et anti-islamiques.

Les effets néfastes des dictatures, de la bienveillance incrédule des non-islamistes et des stratégies des pouvoirs occidentaux (colonialisme, soutien aux dictatures, manipulation du religieux pour emporter la guerre froide) ont profité à l'essor de l'islamisme depuis les années 1980 dans le monde dit islamique. En France, où des musulmans vivent depuis plus d'un siècle, on assiste aussi au développement d'une réislamisation idéologique depuis la même époque.

La radicalisation djihadiste actuelle bénéficie de ce processus. L'adhésion des jeunes à l'islamisme n'est pas un produit hors sol, ni une épidémie transmise par Internet. Elle progresse dans un contexte de crise socio-économique, doublée d'une crise de sens: le recul des mouvements démocratiques, leur incohérence dans la défense des valeurs universelles des droits humains, l'étouffement de la pensée critique. Ces mêmes éléments expliquent aussi la montée des mouvements intégristes chrétiens, juifs et autres, et des courants d'extrême droite. Au-delà de leurs différences, ces mouvements alimentent l'offensive des forces néoconservatrices actuelles.

Identifier l'islamisme en tant qu'idéologie et non pratique religieuse, cerner sa place au sein de la montée en force des idéologies néoconservatrices est vital pour une praxis intelligente à l'encontre de ce qu'on appelle la radicalisation. C'est aussi la condition sine qua non pour agir contre le racisme antimusulmans, fruit du recyclage des idéaux classiques de l'extrême droite, qui cible tout particulièrement l'immigration dite musulmane.

14 - Féministes, nous sommes pour la Justice climatique - Féministes, nous nous mobilisons à l'occasion de la COP21 ! - MMF

Du 30 novembre au 11 décembre 2015 aura lieu la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques. Les participants, appelés « parties » (COP = Conference of Parties), sont les États signataires de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), adoptée en 1992, à la fin du Sommet de la Terre, à Rio au Brésil. Cette convention reconnaît l'existence "d'un changement climatique d'origine humaine.

Chaque année, les participants à cette conférence se réunissent pour décider des mesures pour limiter le réchauffement climatique. Cette 21ème édition (!!) a pour objectif d'aboutir à un accord «universel et contraignant» qui prendra effet à partir de 2020 pour "créer une véritable transition vers une économie et une politique mondiale éco responsables". On peut toujours les croire !

Les pays industrialisés portent une grande partie de la responsabilité pour les émissions de gaz à effet de serre. À eux donc devrait revenir la responsabilité de mettre en place des mesures pour limiter le réchauffement climatique.

À chaque COP21 répond une mobilisation citoyenne. Cette année elle s'appelle Coalition climat 21 (<http://coalitionclimat21.org/>). Elle regroupe plus de 130 organisations de la société civile, des syndicats, des associations de solidarité internationale, des organisations confessionnelles, des ONG de défense des droits humains, de l'environnement ou encore des mouvements sociaux.

Elle organise des moments de mobilisation, d'actions, de débats un peu partout en France, avec plusieurs temps forts à Paris.

La Marche Mondiale des Femmes participe à cette mobilisation avec d'autres associations féministes regroupées au sein du "Groupe Genre et climat" afin de de jeter des ponts entre elles et le mouvement écologiste, de rendre visible la place particulière des femmes dans les enjeux liés au dérèglement climatique, et de proposer des alternatives (voir en pj le texte de la MMF et le texte commun du groupe Genre et climat).

Pour se faire, nous organisons notre propre agenda - La rencontre du 28 novembre - et appelons à rejoindre les mobilisations de la Coalition climat en y créant des évènements féministes.

15 - PPL prostitution - Les sénateurs Républicains refusent d'acter l'abrogation du délit de racolage, - Le dernier mot est donné à l'Assemblée nationale ! - Mouvement du Nid

A l'occasion de la Commission Mixte Paritaire réunissant aujourd'hui sept parlementaires de chaque assemblée, les sénateur.ice.s Républicains ont refusé d'adopter un texte sans maintien du délit de racolage. Le délit de racolage avait pourtant été abrogé le 14 octobre au Sénat par une majorité de sénateur.ice.s. En conséquence, le président de la CMP, Guy Geoffroy (député LR), a pris acte de l'impossibilité d'un consensus en CMP. Le dernier mot sera donc donné à l'Assemblée nationale, pour l'adoption d'un texte global incluant l'inversion de la charge pénale des personnes prostituées vers les clients prostitueurs.

Tout en saluant la perspective d'une adoption rapide de la loi, ouverte par l'échec de la CMP et l'engagement de la procédure du « dernier mot », le Mouvement du Nid regrette que la majorité transpartisane établie à l'Assemblée nationale n'ait pas pu être reproduite au Sénat. *"En refusant d'endosser l'abrogation du délit de racolage, la majorité LR au Sénat s'exclut elle-même du vote d'une loi historique qui offre enfin protection et alternatives aux personnes prostituées tout en sanctionnant ceux qui les exploitent financièrement et sexuellement "*

16 - Femen Lille - Lettre à Monsieur le procureur de la république de Lille - Appel collectif

Monsieur le Procureur de la République, Le 16 décembre prochain, trois militantes du mouvement FEMEN comparâtront, à la suite de votre décision, devant le Tribunal de Lille pour répondre de l'accusation d'« exhibition sexuelle ». Le 10 février 2015, elles avaient manifesté le torse recouvert de slogans contre la prostitution et les violences sexuelles faites aux femmes, devant le Palais de Justice de Lille, à l'occasion du procès dit « du Carlton ».

Au cours de ce procès, ceux qui ont reconnu avoir eu des pratiques sexuelles violentes à l'encontre de femmes prostituées, ont été relaxés. Et ce sont finalement les militantes venues dénoncer ces violences qui sont poursuivies sur le fondement inique d'une prétendue « agression sexuelle ». Les femmes seraient-elles encore et toujours coupables, et jamais victimes ?

C'est grâce à l'engagement résolu des mouvements des femmes au cours des dernières décennies que la notion d'agression sexuelle, en tant qu'atteinte à l'intégrité de la personne humaine, a été inscrite dans notre Droit, et que les violences contre les femmes sont aujourd'hui identifiées et poursuivies. Pourtant, la France est bien loin de les avoir éradiquées comme le montrent les dernières statistiques qui constatent une augmentation constante des viols et des violences faites aux femmes, ainsi que l'essor de l'exploitation sexuelle de leur corps par la prostitution. Nous sommes convaincues que de nouvelles avancées démocratiques sont nécessaires dans la loi et dans son application, pour lutter efficacement contre ces crimes qui brisent chaque année des milliers de vies.

Les trois FEMEN manifestaient dans ce but, et c'est un comble qu'elles doivent comparaître pour délit d'« exhibition sexuelle », encourant ainsi une condamnation qui ferait de ces militantes politiques - et le caractère politique de chacune de leurs manifestations est unanimement reconnu - des « délinquantes sexuelles », frappées d'interdictions professionnelles !

Une telle poursuite sous une telle qualification défigure et dégrade notre combat. Elle pervertit l'esprit de la loi en la retournant de manière inadmissible contre des jeunes femmes courageuses qui ne font que s'insurger contre une situation inacceptable.

En tant que membres de la société, dont vous êtes le représentant, nous protestons avec force contre les poursuites engagées à l'encontre des militantes FEMEN. Nous vous demandons de les abandonner purement et simplement afin de mettre un terme à une injustice notoire et à une dangereuse régression démocratique, et d'envoyer ainsi un message fort d'égalité et de justice sociale à l'ensemble de notre République

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

17 - Colloque : Le traitement juridique et judiciaire des violences conjugales : entre droit spécial et droit commun - 25 novembre

La violence dans la famille est l'une des formes les plus insidieuses de violence exercée contre les femmes. Elle existe dans toute société. Dans le cadre des relations familiales, des femmes de tous âges sont soumises à toutes sortes de violences [...]. La dépendance économique oblige grand nombre de femmes à vivre dans des situations de violence [...] Cette violence met la santé des femmes en péril et compromet leur capacité de participer à la vie familiale et à la vie publique sur un pied d'égalité » (Comité CEDEF, recommandation générale n° 19, « Violence à l'égard des femmes », 1992, §23).

La prise de conscience de l'importance du phénomène des violences conjugales a conduit à de nombreuses interventions législatives - la plus marquante d'entre elles étant la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants.

Pour mener à bien l'analyse des dispositifs législatifs applicables en matière de violences conjugales, la confrontation systématique de l'approche académique et des enjeux identifiés par les personnes qui agissent aux côtés des victimes est particulièrement féconde. C'est pourquoi le programme de recherche RÉGINE (Recherche et études sur le genre et les inégalités dans les normes en Europe), à l'origine de nombreuses publications relatives aux rapports entre le genre et le droit (v. en part. *La loi et le genre, Études critiques de droit français*, CNRS éd., 2014) et la Fédération nationale solidarité femmes, réseau regroupant depuis plus de vingt-cinq ans les associations féministes engagées dans la lutte contre toutes les violences faites aux femmes, notamment celles qui s'exercent au sein du couple et de la famille, ont souhaité s'associer. Il s'est agi d'interroger non seulement la réalité et l'efficacité des dispositifs originaux mis en place mais aussi l'articulation du souci de protection des victimes de violences avec le droit commun (droit du couple, autorité parentale, secret professionnel, droit pénal, ...) : jusqu'où peut-on repenser les règles de droit au regard du phénomène des violences de genre et en particulier des violences conjugales ?

Le présent colloque restitue les conclusions de cette recherche, qui donnera lieu à la publication d'un ouvrage aux éditions Mare & Martin.

Mercredi 25 novembre 2015, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense Bâtiment F - Salle des conférences (F352)

18 - Découvrir 2 films autour du thème « Mariage forcé, ma façon de dire non ! » - Fédération nationale GAMS - 25 novembre

- « *Mustang* », de Deniz Gamze Ergüven : C'est le début de l'été. Dans un village reculé de Turquie, Lale et ses quatre sœurs rentrent de l'école en jouant avec des garçons et déclenchent un scandale aux conséquences inattendues. La maison familiale se transforme progressivement en prison, les cours de pratiques ménagères remplacent l'école et les mariages commencent à s'arranger. Les cinq sœurs, animées par un même désir de liberté, détournent les limites qui leur sont imposées. - « *Ixcanul* » de Jayro Bustamante. Maria, jeune Maya de 17 ans, vit avec ses parents dans une plantation de café sur les flancs d'un volcan, au Guatemala. Elle voudrait échapper à son destin, au mariage arrangé qui l'attend. La grande ville dont elle rêve va lui sauver la vie. Mais à quel prix...

Débat, uniquement, après le film « *Mustang* » avec la Ligue des Droits de l'Homme

Jeudi 25 novembre, 18h 30, entrée payante, selon grille tarifaire du Cinéma, Cinéma Georges Méliès, 12 place Jean Jaurès, 93100 Montreuil. Pour tout renseignement : Fédération nationale

19 - Libérer la parole - 25 - 26 - 27 novembre 2015 - FDFA

Mercredi 25 novembre : 16 h - 20 h : Dans le cadre de la Journée Internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, FDFA propose trois rendez-vous exceptionnels pour rendre visible les effets de cette violence sur les femmes en situation de handicap. FDFA agit pour libérer la parole des femmes handicapées victimes de violences voire de maltraitances. Depuis 2010, FDFA dit et agit pour faire connaître cette réalité méconnue : 4 femmes handicapées sur 5 sont victimes de violences !

Dans son local accessible à toutes et à tous, FDFA vous invite à rencontrer des auteures, en situation de handicap ou valides, dont les écrits témoignent des violences vécues par les femmes.

Animation : Maudy Piot, présidente de FDFA, Muriel Salmona, auteure de *Violences sexuelles, les 40 questions-réponses incontournables* (Dunod) et *Le Livre noir des violences sexuelles* (Dunod), Sophie Benarrosh, auteure de *A la recherche de ma santé perdue* (éditions du moment) et *Une Vie rare* (éditions le Manuscrit) , Delphine Renard, auteure de *Tu choisiras la vie* (Grasset et Livre de Poche) et *La Grande Maison de brique rose* (Tirésias), Chantal Lavigne, auteure de *Handicap et parentalité. Le principe du pangolin* (éditions INS HEA), Emmanuelle Pittau, auteure de *Rien de confidentiel, disent-ils* (éditions Méandre Pétra)

Lecture et échanges autour d'extraits de leurs ouvrages Séance de signatures. Les participant-e-s souhaitant des dédicaces sont invité-es à apporter leur-s exemplaires.

Autour d'un livre : rencontre avec des auteures, 2, rue Aristide Maillol - 75015 PARIS Entrée par le 127, rue Falguière pour les personnes en fauteuil roulant (sous le porche à gauche)

Jeudi 26 novembre : 18 h - 20 h : Une soirée avec Pinar Selek. Pinar Selek, née le 8 octobre 1971 à Istanbul en Turquie, est une sociologue, militante antimilitariste féministe et écrivaine turque, vivant en exil en France. Dernier ouvrage paru : « Parce qu'ils sont arméniens »

Lieu : Fédération Française pour l'UNESCO 173, rue de Charenton 75012 PARIS

Vendredi 27 novembre - 17 h - 21 h : Autour du film « Violences du silence » « Violences du silence » est un court métrage de huit séquences présentant des témoignages de femmes handicapées victimes de violences. Échanges et discussion avec Bernard Ennuyer, sociologue et Catherine Cabrol, réalisatrice, et compte-rendu des 6 premiers mois de la permanence Écoute Violences Femmes Handicapées.

Lieu : FDFA 2, rue Aristide Maillol - 75015 Paris. Entrée par le 127, rue Falguière pour les personnes en fauteuil roulant (sous le porche à gauche)

20 - Projection-rencontre sur le thème « Féminismes à l'écran ! » - 25 novembre - Paris

Nous vous invitons à (re)découvrir deux films tournés dès 1971, témoins des débuts du Mouvement de libération des femmes : « Sorcières Camarades » de Danielle Jaeggi et « L'Avortement en France » de Marianne Arhne.

La projection sera suivie d'une rencontre avec les réalisatrices et d'une démonstration du prototype de la plateforme de ressources numériques « Histoire, Mémoire et Bobines féministes », fondée sur la (re)documentarisation, l'analyse et la valorisation collective de films féministes, et à l'élaboration de laquelle vous êtes nombreuses à contribuer aux côtés de nos partenaires institutionnels et associatifs (Labex Art-H2H, Université Paris 8, BnF, CNC, Institut de Recherche et d'Innovation, Archives du féminisme, Association Carole Roussopoulos, Bibliothèque Marguerite Durand...).

25 novembre, 19h, Forum des images à Paris (salle 50). L'entrée est libre mais il convient de réserver vos places (qui sont limitées) en amont auprès de : bobines.plurielles@gmail.com

21 - Journée de rencontres, de débat et de propositions avant la COP21 - Féministes pour la justice climatique - Groupe Genre et Justice Climatique - Paris - 2 novembre

Deux jours avant la 21e Conférence des Parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21), qui aura lieu du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris Le Bourget, une journée de rencontres et de débat public est organisée par le groupe français "Genre et justice climatique" sur l'impact spécifique sur les femmes du changement climatique et sur les nombreuses solutions que celles-ci mettent en place pour y faire face.

Les inégalités de sexe amplifient les effets des dérèglements climatiques. Ceux-ci affectent de façon disproportionnée les pauvres et les précaires parmi lesquels les femmes sont sur-représentées. Assumant une surcharge de travail domestique, ayant un moindre accès aux ressources, à la terre, au crédit, à l'éducation, aux décisions, etc., elles sont particulièrement touchées par les conséquences des dérèglements climatiques.

Partout dans le monde, désertification, perte de biodiversité, inondations, cyclones, jettent les familles sur les routes et dans les camps de réfugié-es. La dislocation des sociétés aggrave les violences de genre. Pourtant, dans tous les pays, au quotidien comme dans leurs organisations, les femmes jouent un rôle essentiel contre le changement climatique, reconnu par le programme de travail sur le genre initié à la COP 20 en 2014.

Lors de la journée du 28 novembre, des associations de femmes et féministes françaises, européennes et étrangères présenteront ces liens entre le genre, le climat, l'économie et les ressources naturelles. Après une table ronde suivie d'un débat le matin, des ateliers approfondiront les thématiques suivantes l'après-midi :

- Quels modes de production et de consommation pour le climat et l'égalité ?
- Les droits des femmes, condition d'un développement soutenable
- Contre l'austérité, pour une alternative écologiste, féministe et démocratique
- Énergie et ressources, les femmes pour la paix
- Inégalités sociales, précarité et climat : quel lien avec les luttes féministes ?

Le groupe français "Genre et justice climatique" réunit 34 associations de femmes et féministes en France (voir liste ci-après). Elles demandent que la COP 21 inscrive dans son texte final l'approche de genre et des droits des femmes (civils et politiques, économiques sociaux et culturels et des droits sexuels et de la procréation) - et pas seulement dans les principes généraux mais dans les dispositions concernant la mise en œuvre des politiques et les mécanismes financiers et technologiques.

Associations signataires du texte Genre et justice climatique : Adéquations • AFFDU (Association française des femmes diplômées d'université) • ANEF (Association nationale des études féministes) • Assemblée des femmes • Association pour la reconnaissance des droits et libertés aux femmes musulmanes (ARDLFM) • Aster-International • CLEF (Coordination française pour le Lobby européen des femmes) • Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) • Collectif 13 Droits des femmes • FECODEV (Femmes et contribution au développement) • Femmes d'ici et d'ailleurs • Femm'Ecolos • Femmes en luth, citoyennes à part entière • Femmes Migrants Debout • Femmes Poésie et Liberté • Femmes Solidaires • Forum Femmes Méditerranée • Fondation pour les femmes africaines (FFA) • Initiative Féministe Euroméditerranéenne (IFE-EFI) • Les Effronté-e-s • Libres MarianneS • Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté - France • L'Université Nomade • Marche Mondiale des Femmes • Mix-Cité (45) • Osez le Féminisme • Planning familial • Planning familial Loiret (45) • Rapsode productions* • Regards de femmes • Réseau féministe "Ruptures" • Réussir l'égalité femmes hommes • Télé Debout • WECF France* (Women in Europe for a Common Future)*

Soutien d'autres organisations de la société civile : ADEL • Association des Marocains en France • ATTAC • Collectif des Associations Citoyennes • ENERGIES 2050 • FIAN France (FoodFirst Information and Action Network) • Fondation Copernic • FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations) • Les Périphériques vous parlent • Union des Familles Laïques

Soutiens internationaux : AFA-Congo • Genre en Action • NEGAR - Femmes d'Afghanistan • ROFAF (Réseau des organisations féminines d'Afrique francophone) • Réseau des femmes pour le développement durable en Afrique • Réseau MUSONET Mali • Women Environmental Programme, Burkina Faso.

Pour vous inscrire à la journée du 28 novembre : climat@adequations.org (obligatoire pour raisons de sécurité) Samedi 28 novembre 2015, 9h à 18h - Auditorium Hôtel-de-Ville de Paris - 4 rue Lobau.

22 - Colloque : « Lutte contre le dérèglement climatique : les femmes en première ligne » - 1^{er} décembre

Ouverture des débats par Mme Catherine Coutelle, députée, présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale, co-auteur de l'appel pour « Soutenir les femmes face au dérèglement climatique ».

Interventions des grands témoins : Philippe Lévêque, directeur général de l'association humanitaire CARE France ; Claudy Vouhé, féministe, co-fondatrice et militante de Genre en action, réseau international francophone pour l'égalité des femmes et des hommes dans le développement ; Usha NAIR, représentante (Pays du Sud) du Women and Gender Constituency (WGC) ; Eleanor Blomdtrom, directrice de programme, représentante du Women's environment and development organization (WEDO). Débat avec les parlementaires, puis échanges avec la salle. Clôture des débats par la présidente Catherine COUTELLE.

1^{er} décembre, 17h, Assemblée nationale, Salle Lamartine (1^{er} sous-sol, 101 rue de l'Université, 75 007 Paris)

23 - Rencontre/débat sur les mariages forcés - Voix de Femmes et le RAJFIRE - 25 janvier - Paris

Nous débiterons le débat autour de la parution du roman jeunesse « Le cœur n'est pas un genou que l'on peut plier » dont le thème est celui des mariages forcés- avec la présence de Sabine Panet qui a été coécrit ce livre.

Vendredi 25 janvier, de 15h à 17h, Maison des Femmes de Paris, 163 rue de Charenton 75012, Métro Reuilly Diderot (ligne 1 ou 8)

25 - Les pionnières du sport féminin : de la « Course des midinettes » en 1903 à l'essor du foot féminin dans les années 1970 - Les Dégommeuses - Paris - 27 janvier

L'entrée des femmes dans le sport a été aussi difficile que dans d'autres domaines. Paradoxalement, la mobilisation des hommes au combat durant la première guerre mondiale favorise pourtant le développement et l'intérêt pour le sport féminin en Europe. Des championnats nationaux de football féminin (mais aussi de basket, hockey, natation) sont mis en place en France, peu après la fin de la guerre. L'engouement est tel que le premier match international de foot féminin, qui oppose une formation anglaise de Preston (les Dick Kerr's Ladies) et une sélection des meilleures joueuses françaises, déplace plus de 25 000 spectateurs à Manchester, le 29 avril 1920. Si la française Alice Milliat se consacre inlassablement à la légitimation du sport féminin sur la scène internationale, la pratique physique et sportive apparaît aux yeux de beaucoup comme un dangereux vecteur d'émancipation des femmes. Les résistances sont souvent masquées par de prétendues justifications médicales mais pas moins opérantes. Après une longue période de mise en sommeil (et d'interdiction formelle), le foot féminin connaît un renouveau à partir de 1968. Il est incarné par les exploits des joueuses du FCF Reims, qui vont constituer l'ossature de la toute première équipe de France officielle. Au départ, il ne s'agissait que d'une blague...

Avec Suzette Robichon, militante féministe, membre des Dégommeuses, Armelle Binard, Nadine Julliard et Ghislaine Royer-Souef, anciennes joueuses du FCF Reims et membres de la première équipe nationale de foot féminin.

Mardi 27 janvier, 19h-21h, Mairie du 2^{ème} - Salle des expositions, 8 Rue de la Banque, 75002 Paris. Entrée libre, dans la limite des places disponibles. Inscription lesdegommeuses@gmail.com